

Depuis dix ans, les services de garde sont devenus un enjeu politique central au Canada. Le débat oppose généralement les adeptes d'un soutien financier aux parents qui prennent soin de leurs enfants à temps plein et les partisans du financement de services de garde pour s'occuper des enfants pendant que les parents travaillent.

Dans cette étude, Paul Kershaw dépasse cette polarisation et analyse « l'ensemble des prestations familiales », soit toute la gamme des aides fédérales et provinciales destinées aux familles (déductions fiscales, indemnités en espèces, exemptions, subventions et services). Cette approche globale lui permet de traiter les questions soulevées par ceux qui jugent que les services de garde ne devraient pas être le seul objectif d'une politique familiale, tout en reconnaissant l'indigence de ces services au Canada par rapport aux normes internationales. Il examine la situation en Alberta et en Colombie-Britannique.

Son étude repose sur la méthodologie des « modèles familiaux » élaborée par l'OCDE et adaptée par le chercheur britannique Jonathan Bradshaw en vue d'analyser l'incidence nette de l'aide publique aux familles. L'auteur définit plusieurs modèles familiaux, selon que les familles comptent un ou deux parents, un ou deux revenus et utilisent ou non des services de garde, ainsi que selon l'âge de l'enfant et le niveau de revenu. Il calcule ensuite la valeur des prestations familiales pour chacun. Cette valeur est définie comme le revenu familial disponible après que le revenu d'emploi et toutes les mesures pour la famille aient été comptés et après que des dépenses comme l'impôt sur le revenu, les cotisations sociales, le coût du logement, les frais en soins de santé et dentaires, l'assurance-médicaments et les frais de garde s'il y a lieu, aient été soustraites. Pour chaque modèle, le point de référence est la famille sans enfants jouissant du même niveau de revenu. Cette méthodologie est particulièrement utile pour étudier la question de l'équité horizontale (entre les familles disposant d'un revenu semblable), mais Kershaw examine également quatre autres objectifs sociaux : le temps dont disposent les parents pour s'occuper personnellement de leurs enfants ; l'égalité entre les sexes ; la participation au marché du travail ; et la sécurité du revenu.

L'auteur décrit d'abord les grandes composantes fédérales et provinciales des prestations familiales en Alberta et en Colombie-Britannique, puis en calcule la valeur totale en 2005 pour différents modèles familiaux. Il montre notamment que les couples à un seul revenu ayant un jeune enfant profitent dans les deux provinces d'une prestation mensuelle d'au moins 78 dollars par rapport aux couples sans enfants disposant d'un même niveau de revenu. En revanche, les couples à deux revenus utilisant des services de garde réglementés écoupent d'un manque à

gagner qui varie de 350 à 500 dollars par mois, toujours en comparaison des couples sans enfants de même revenu. Il met aussi en relief l'incidence des salaires des éducateurs et des frais de garde sur la valeur totale des prestations familiales, avant d'examiner l'interaction des politiques fédérales et provinciales en Colombie-Britannique en s'attardant aux modifications apportées en 2001, 2004, 2005 et 2006. Ces années se signalent en effet par d'importants changements de politique, y compris l'adoption en 2006 de la prestation universelle de garde d'enfants.

Adoptant une perspective internationale, Kershaw montre qu'en 2004 l'Alberta et la Colombie-Britannique se classent au bas de l'échelle en ce qui a trait à l'équité horizontale, sur 16 pays, même pour les familles à un seul soutien qui sont souvent les plus favorisées en termes de prestations familiales dans les deux provinces. Il note que l'adoption en 2006 de la prestation universelle de garde d'enfants améliorera sans doute le classement des deux provinces au chapitre des familles à un seul revenu, mais qu'elle ne bénéficiera guère aux familles à deux revenus.

Kershaw examine aussi l'incidence des prestations familiales sur l'égalité entre les sexes (pour ce qui est de la responsabilité en matière de soins et de la participation au marché du travail) et la sécurité du revenu. Dans le premier cas, il mesure l'écart entre le revenu disponible des familles à un seul revenu et de celui des familles à deux revenus (une fois pris en compte les revenus d'emploi supplémentaires, les récupérations fiscales et autres coûts liés à la participation au marché du travail). Dans le second, il mesure la différence de revenu disponible d'un parent chef de famille monoparentale sur l'aide sociale de celui qui ne l'est pas. Dans les deux cas, l'auteur conclut que les prestations familiales en Alberta et en Colombie-Britannique font piètre figure à l'échelle internationale.

Étant donné les inégalités horizontales considérables qui pénalisent les familles utilisant des services de garde, cela à des niveaux de revenu nettement inférieurs à la moyenne, Kershaw conclut que le financement public de ces services constitue la principale pièce manquante des prestations familiales. Son étude suggère que le financement des services de garde amélioreraient également le classement des deux provinces en matière de participation au marché du travail, d'égalité entre les sexes et de sécurité du revenu. Mais puisque le temps familial est une source de satisfaction importante et une aspiration légitime, il recommande aussi d'améliorer les prestations d'aide sociale et de restructurer les congés parentaux.